

L'APESA 46 au chevet des entrepreneurs lotois en détresse



• Bruno Giard, président d'Apesa46 et Aurélien Page, sentinelle d'Apesa et vice-président du tribunal de commerce. DDM Archives

Economie, Lot, Santé

Publié le 11/11/2021 à 14:26

l'essentiel Alors que la reprise économique est là, la fin des aides de l'État risque de fragiliser bon nombre d'entreprises. Les psychologues de l'APESA 46 sont prêts à répondre aux souffrances mentales de patrons dans le besoin.

Ils sont plus que jamais mobilisés pour répondre à la détresse des chefs d'entreprise lotois. Depuis le début de la crise du Covid-19, les 153 sentinelles de l'association APESA 46 (pour aide psychologique aux entrepreneurs en souffrance aiguë) sont sur le qui-vive pour repérer et accompagner les dirigeants en situation de détresse mentale. Les « patrons » constituent en effet l'une des catégories de la population les plus sensibles aux aléas professionnels, ceux-ci s'estimant souvent seuls face aux difficultés, voire incapables de partager leurs sentiments lorsque le stress, l'angoisse et la pression prennent le pas sur la raison. C'est ainsi qu'une équipe de psychologues se tient prête pour répondre au moindre appel à l'aide et tenter d'éviter l'ultime recours au suicide, pour certains.

Des dégâts jusque-là limités

Au cœur de la crise sanitaire, les autorités ont tenu à mobiliser les troupes pour encadrer au mieux les comportements altérés par les turbulences économiques attendues. « Ce fut une surprise totale ! Nous nous attendions à un afflux massif de

dépôts de bilan mais cela n'a pas eu lieu », confie Bruno Giard, président de l'APESA 46 et juge au tribunal de commerce. En effet, à l'échelle nationale, on recensait une baisse significative - de l'ordre de 30 % - des dépôts de bilan ainsi que des recours aux procédures judiciaires. Celui-ci s'explique un tel paradoxe par « l'efficacité prodigieuse des aides d'urgence allouée par l'État » : report de charges, prêts garantis par l'État et autres subsides du fonds de solidarité.



Les dirigeants d'entreprise font partie des populations les plus à même de s'isoler face aux difficultés professionnelles./Photo DR. illustration.

Toutefois, cette accalmie n'est que provisoire et la fin annoncée du fameux « Quoi qu'il en coûte » pourrait prochainement changer la donne. Une situation qui mérite d'être surveillée comme le lait sur le feu. « Outre l'arrivée prochaine de certaines échéances, des entreprises en difficultés avant même le début de la crise pourraient ne pas survivre à la fermeture du robinet », ajoute Bruno Giard, qui ne masque pas son inquiétude pour l'année 2022 à venir.

Prêts à panser les plaies

Qu'importe le contexte à venir, les membres de l'APESA 46 sont prêts à y faire face, grâce au soutien des pouvoirs publics - préfecture en tête - mais aussi des différentes institutions professionnelles ou encore grâce à une armée de psychologues formés et prêts à intervenir dès qu'un besoin est signalé. Ces sentinelles sont chargées de repérer les dirigeants d'entreprise en situation de détresse. Avec l'accord de ces derniers, il est possible de déclencher une « alerte » auprès de l'association qui prendra soin de contacter au plus vite la personne concernée.

« En moyenne, nos psychologues entrent en contact 35 minutes après le déclenchement d'une alerte », vante Bruno Giard, qui insiste sur le fait qu'une prise en charge le plus tôt possible est la meilleure des solutions. Ce dernier rappelle d'ailleurs que les services de l'APESA 46 sont gratuits et totalement confidentiels.

Maxime Tredan